

**MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'EMPLOI ET DE LA SANTE**

**CONCOURS D'INSPECTEUR DU TRAVAIL 2012**

**CONCOURS EXTERNE**

**Mercredi 04 janvier 2012**

**1<sup>ère</sup> épreuve : de 8 h à 13 h 00**

**Composition portant sur l'évolution générale politique, économique et sociale depuis 1945.**

**(Durée : 5 heures – coefficient 3)**

**Toute crise politique, économique ou sociale a-t-elle ses vertus ?**

Il est rappelé au candidat que sa copie ainsi que les intercalaires doivent rester anonymes (pas de nom, de numéro, ni de signe distinctif). Les brouillons ne seront pas corrigés.

Les candidats ne doivent en aucun cas signer leurs compositions.

Les situations de crise sont relayées au quotidien par les médias. Chaque événement est susceptible d'être amplifié par les ondes télévisuelles ou radiophoniques, par l'effet multiplicateur des rotatives d'un journal ou de la mise en ligne sur internet. À tel point que la crise n'est plus de l'ordre de l'exceptionnel, elle est désormais rentrée dans celui de l'habituel, du courant. Cette myriade de crises peut-elle comporter un sens ? Est-il possible de mettre en balance ses aspects viciieux ou vertueux ?

Avant de poursuivre il est peut-être nécessaire de clarifier les notions de crise et de vertu. La crise évoque un état anormal, une mise en tension. Elle présente un caractère soudain et brusque. Son issue paraît incertaine. La crise est un nom qui provient du grec *krainos*, qui signifie également le moment pour agir. En effet la crise peut être cet instant où tout peut basculer, une chance à saisir. Bien souvent en médecine elle est cette phase aiguë où il faut agir, ce elle révèle la nature de l'affection. La crise est entendue ici sous toutes ses dimensions : politiques, économiques ou sociales. Elle comporte une certaine ambivalence. Ainsi Mai 68 représente tantôt un héritage à liquider, tantôt au contraire un élan émancipateur.

La vertu, quant à elle, comporte une dimension morale. Elle se situe du côté du bon, du bien, de la bienveillance. Dans son acception courante elle désigne un ensemble de valeurs positives. Chez Machiavel la vertu s'oppose à

Ne rien écrire

dans la partie barrée

la fortuna, le fruit du hasard et de la providence (Le Prince). Pour Montesquieu la vertu est le pilier de tous régimes démocratiques, alors que la dictature repose sur la crainte et les sociétés d'ancien régime sur l'honneur (De l'esprit des lois).

Pres deux notions de crise et de vertu semblent s'opposer, elles semblent exclure l'une de l'autre. Lien la crise à la vertu apparaît bel et bien comme un paradoxe. En admettant ce postulat, toute crise débouche t-elle toujours vers du meilleur ? Comporte t-elle systématiquement une dimension fiscale ? Il semble que cela ne soit pas toujours le cas (I). Mais toute crise est une occasion de pouvoir avancer, progresser ou changer de cap, autrement dit, de réfléchir à ses responsabilités.

### I) La crise est d'abord une menace ou une destruction

L'essence de la crise se trouve du côté de la souffrance et de l'assèchement. Son dénominateur commun est à l'opposé de la vertu. Même à long terme, il est parfois difficile d'en dégager quelque aspect positif.

#### A) La crise comme une machine à brayer

Politiques, économiques ou sociales, les crises restent synonymes de destruction. Elles détériorent l'unité, la cohésion institutionnelle. Ainsi la crise yugoslave des années quatre-vingt-dix a provoqué l'effacement du pays sous l'effet de nationalisme

belliqueuse. En Tchécoslovaquie, l'éclatement du pays a été l'épilogue d'une crise politique, cette fois beaucoup moins violente. En dépit d'un langage quasi identique et de la volonte de Vaclav Havel de ne pas toucher aux frontières, la Tchécoslovaquie n'a pas survécu à la chute du rideau de fer et s'est scindée en deux pays: la République Tchèque et la Slovaquie. D'autres situations qui sentent un processus de destruction moins abouti. La Belgique a par exemple formé son gouvernement après une crise politique de plus d'un an.

La crise détruit la richesse. Les périodes de difficulté économique mettent à mal le tissu social et les entreprises. La Russie, l'Argentine, la Russie et les pays du sud-est asiatique ont connu la crise tout au long de ces deux dernières décennies. Et depuis 2008 une crise économique s'est largement répandue. Ainsi le commerce mondial a reculé de 11% en 2009. En France la crise a des effets mesurables: recul de l'emploi des jeunes, hausse de la dette de l'Etat à 86% du PIB, baisse des contrats d'intérim. Les crises, qu'elles soient cycliques (Kondratieff) ou inopinées, réduisent l'activité de manière brutale.

Enfin à hauteur d'homme la crise détruit également. Derrière les conflits guerriers, économiques ou politiques, le bilan est lourd en terme de vie humaine, de santé physique ou psychique. Le taux de suicide des soldats du Vietnam engagés dans l'armée américaine se trouve trente fois supérieur à la moyenne.

Si la crise est d'abord une destruction, la destruction n'est pas sans vertus. D'autant plus que le sens des crises nous échappe parfois.

### B) Ces crises qui nous dépassent, ces crises que l'on oublie

Il ne suffit pas de vouloir tirer des leçons des crises. Les conflits les plus extraordinaires de violence sont difficiles à être intégrés dans notre humanité. Pourrait-on trouver des vertus au conflit de Darfour, au génocide Rwandais ou au massacre des juifs pendant la seconde guerre mondiale? La question elle-même est scandaleuse dans ces termes. Jorge Semprun, écrivain espagnol rescapé des camps de concentration, a écrit que le saboteur est mort à Auschwitz. Mais il faut quelque'un à qui pardonner,

on tous ceux prisants dans les chambres à gaz ont disparu: "Personne ne peut dire: j'y étais". Le crime contre l'humanité; usé à l'occasion du procès de Nuremberg, résout cette difficulté à penser tout génocide. Et l'Histoire a montré que la mémoire n'est pas suffisante pour empêcher la répétition, au témoignage de massacres des Tutsis et Hutus modernes en 1994.

Au contraire d'autres crises disparaissent de la mémoire collective. Pour l'événement il faut oublier, peut-on résister. Ernest Renan (qu'est-ce qu'une nation?) explique que toute nation a besoin de l'oubli pour exister, c'est même une composante essentielle. On ne peut construire un pays sur des conflits vieux de plusieurs centaines d'années. Par lui une nation est d'abord un plébiscite de tous les jours. Le "que voulons-nous?" est gagnant face au "que sommes-nous?". Le passé avec ses crises doit rester dans le domaine de l'Histoire, voire de la justice pour Todorov (Mémoire du mal, tentation du bien, réflexions sur le mal): l'Etat doit simplement veiller à ce que la justice soit rendue, mais il n'a pas à s'occuper de l'Histoire. Ainsi les vertus des crises sont à relativiser, dans la mesure où certaines nous dépassent, et nous en actions d'autres.

Pour autant toutes les crises ne sont pas dénuées de vertu. Ainsi la crise économique <sup>actuelle</sup>, d'une ampleur inédite depuis la seconde guerre mondiale selon les observateurs, permet de faire évoluer l'Union Européenne. Le débat est en cours pour modifier le pouvoir de la Banque centrale européenne, aller vers plus de fédéralisme et de solidarité. Le débat en soi n'est-il pas une vertu?

## II) Les crises sont des occasions de réflexion et d'avancer

Même si les crises ne permettent pas ~~de~~ toujours <sup>de</sup> régler des problèmes, beaucoup offrent l'occasion de réfléchir et d'avancer. Elles deviennent ainsi des chances à saisir.

## A) Une nouvelle heuristique des crises

De nombreux épisodes de crise suscitent une évolution. Elles permettent de renforcer la situation préexistante, ou au contraire elles marquent la rupture. La cinquième république est ainsi née d'une crise en 1958. Le général de Gaulle a tiré les leçons, à sa façon, de la crise algérienne et de l'instabilité politique sous la quatrième république. C'est l'exemple type de la crise de rupture, escomptée par M. Agulhon (Groupe d'Etat et Révolution). À l'inverse, les crises peuvent renforcer le régime. L'affaire Dreyfus, le boulangisme et les ligues des années trente ont ainsi permis à la république de s'ancrer davantage, alors que le pays était profondément divisé en 1870. Cette thèse est justement défendue par l'historien Michel Winock (Les crises sous la III<sup>e</sup> République). Plus récemment, la crise en Irak de 2003 avait permis de dégager un quasi-consensus en France contre la guerre et de remettre temporairement au beau fixe la popularité du Président.

Enfin, au plan personnel, les crises peuvent comporter ou provoquer une dimension vertueuse. Le journaliste Jean Hatfield, lui qui a connu de nombreux conflits, affirme que les situations de crise permettent de se révéler. En cela elles comportent une intensité de vie particulière. Ainsi A. Colette est devenu le secrétaire de Jean Moulin (Alias Caracole) pendant la seconde guerre mondiale, alors que ses références idéologiques le passaient, au contraire, à rejoindre le camp opposé au début du conflit. Sur un tout autre plan, la crise économique a permis à de nombreux salariés de franchir le pas de la création d'entreprise (+20% en 2009) et de construire un autre avenir.

Les crises offrent également l'occasion d'une démarche réflexive sur le principe de responsabilité.



## B) La crise permet de révisiter le principe de responsabilité

Le principe de responsabilité est un concept moderne (XVIII<sup>e</sup> siècle) qui n'est pleinement imposé depuis 1945. Elle ne peut être infinie auquel cas elle perdrait son sens (Paul Ricoeur). Il faut donc lui trouver des bornes, ce que les crises permettent. Ainsi la responsabilité ne peut être la même depuis Hiroshima et Auschwitz, affirme Hans Jonas (Le Principe responsabilité). Il faut désormais comprendre que l'homme a la capacité de détruire à grande échelle ses semblables et son environnement. Son devoir est de laisser possible l'exercice de cette même responsabilité dans le futur. Il plaide pour une responsabilité du futur, non tournée vers le rétrospécifique. Ses thèses ont pu inspirer les défenseurs du principe de précaution et font écho à l'actualité avec la catastrophe de Fukushima en 2011.

Après la seconde guerre mondiale, Karl Jaspers va lui aussi redéfinir la question de la responsabilité pour l'Allemagne. Dans une de ses conférences remémoratives, il en fait l'élément central de la culpabilité allemande en dégageant les niveaux politiques, criminels, sociaux et métaphysiques. Là encore, la crise a permis de nourrir la réflexion sur le principe de responsabilité, et de comprendre la mesure et la nature.

Cette entreprise est d'autant plus ambitieuse qu'il est difficile de saisir les contours d'une crise. Les conséquences non intentionnelles de l'action existent (Marschall), il est donc permis de s'interroger sur les limites à poser à la recherche de la responsabilité en cas de crise. Jusqu'à quel point - il est allé dans les sanctions lors de la crise du sang contaminé ? Jusqu'à quel niveau de la hiérarchie le principe de responsabilité doit-il s'appliquer ?

Toutes les crises ne comportent pas des vertus évidentes. Mais beaucoup offrent l'occasion de s'appuyer sur ses ressources pour les dépasser. Elles peuvent

donc agir comme un pharmacum, c'est-à-dire à la fois comme un remède et un poison.

Les crises du monde arabe illustrent l'ambivalence de l'Histoire, lorsqu'elle est en marche de façon violente.



Les candidats ne doivent en aucun cas signer leurs compositions.

Toute crise politique, économique ou sociale a-t-elle ses vertus ?

« La vie est une mise en débat permanente des normes et des valeurs dans lequel nous vivons. » Ces propos du philosophe Yves Schwartz éclairent assez bien ce qu'est une crise : une période de bouleversement, plus ou moins longue et brutale, de l'ordre établi et des normes en vigueur dans un groupe ou une société. L'activité humaine est baignée dans une succession, voire un chevauchement de crises politiques, économiques et/ou sociales, qui façonnent et mettent à l'épreuve le lien social, qui contribuent à une mise en mouvement continue de l'humanité. Toute crise est le fruit de causes multifactorielles et, si elles sont parfois provoquées, elles sont toujours complexes et difficiles à appréhender,

Ne rien écrire

dans la partie barrée

qui plus est à prévoir.

Les crises font peur, elles sont craintes car elles troublent ce qui est, car elles créent de l'insécurité sociale, car elles font perdre les repères et les équilibres qui forment la vie ensemble. Mais ont-elles des effets positifs ?

Elles ont toutes des vertus. Que ce soit pendant ou à posteriori, elles sont la vie, la vie démocratique bien souvent et elles sont sources de renouveau. (I) Des vertus cependant pas toujours faciles à dissocier et dont les protagonistes n'ont pas toujours le temps de jouir. Des vertus qui <sup>se</sup>doivent de faire oublier les destructions de biens, de normes, de valeurs et/ou de vies qui accompagnent chaque crise (II).

Toutes les crises, qu'elles soient politiques, économiques ou sociales, ont des vertus, mêmes minimes. Elles peuvent permettre à la démocratie de se revivifier (A), voire même être portées de progrès social (B).

## 11/ Les valeurs démocratiques de la crise

Une crise est un conflit entre des idéologies, des normes, des valeurs ou des intérêts. Or selon Paul Ricoeur, la démocratie se caractérise justement par la tension et la conflictualité qui animent les membres d'une société et qui suscitent le débat. Dans une tradition marxienne et à l'image de la pensée d'Alain Touraine, Ricoeur s'inscrit dans le paradigme qui dit que la lutte des classes est le principal moteur de l'histoire et qu'elle est source et vecteur de démocratie. Ainsi, pour ces auteurs, une crise n'est pas forcément appréhendée comme néfaste mais comme une période qui cristallise le changement et, soit qui est le fruit d'une volonté populaire et se réapproprie la politique, soit qui pousse le peuple à se prendre en charge.

La crise de Mai 68 qui a eu lieu en France et dans d'autres pays était une crise sociale qui, outre les aspirations à plus de libertés et de démocratie, fut un vivier démocratique important. Dans les usines; dans les universités ou dans la rue, le débat démocratique était partout. Les grévistes et les manifestants ont ressenti le besoin de parole, le besoin de parler de leur travail, des mœurs, ainsi que la volonté de décider

Mai 68 est entre autre caractérisé par la remise en cause du pouvoir absolu de l'employeur dans l'entreprise et par une volonté de peser, d'influer sur les décisions importantes de l'entreprise. Comme l'exprime Erhard Friedberg le pouvoir et la règle sont indissociables, une modification des rapports de pouvoir conduit à repenser les normes et inversement, les crises permettent cela.

En cas de crise politique aussi il peut exister une amélioration du climat démocratique. Pour exemple la cohabitation en France de 1997 à 2002 grâce à la dissolution de l'assemblée nationale par Jacques Chirac. Cet événement a engendré une crise politique qui a permis un rééquilibrage des institutions de la 5<sup>ème</sup> République en faveur du pouvoir législatif. La France en a été renforcé sur le plan démocratique et en est ressorti grandi car si la démocratie peut parfois engendrer des blocages et des lenteurs dû aux débats contradictoires, elle est le seul système qui soit juste et qui vaille d'être défendu.

Si les crises peuvent avoir des vertus démocratiques, il est intéressant de constater qu'elles peuvent aussi être sources de progrès social.

## B/ Des vertus de progrès social

Une crise est une réinterrogation des normes sociales qui font le vivre ensemble, elles poussent à réinventer, dans le progrès des nouvelles manières de vivre, de collaborer et de penser. Le positivisme, dont le père fondateur est Auguste Comte mais qui inspira les œuvres de grands penseurs comme Emile Durkheim, soutient l'idée que l'histoire est continuellement en progrès, notamment grâce à la science. Si sur le plan épistémologique le positivisme s'oppose aux marxistes, concernant les crises et sous un angle d'approche différent, ils s'accordent sur le fait qu'elles ont toutes un rôle vertueux à jouer. En effet, les crises politiques, sociales ou économiques remettent en question nos acquis et de ce fait, par souci de survie nous contraignent à inventer, à innover sur tout les plans, politiques, techniques, économiques, mais aussi dans notre rapport aux autres et dans notre manière de consommer.



Sur le plan économique on pense aux différentes théories cycliques qui font s'alterner des périodes fastes et des périodes de crise à l'image du cycle long de Conratiel. Cela part non seulement du principe que dans une économie libérale les crises sont inévitables mais de surcroît qu'elles sont nécessaires aux phases expansives. L'énergie illustre aussi très bien cette idée que les crises poussent à l'innovation. Contrairement aux préconisations de Schumpeter, les périodes d'effervescences innovantes et créatrices (ou grappes d'innovation) ne sont pas permanentes elles s'observent pendant et aux sorties des crises. C'est la crise pétrolière de 1973 qui a accéléré la recherche en énergies renouvelables. C'est la crise que traverse aujourd'hui le nucléaire qui va pousser à rechercher une énergie aussi performante tout en étant moins dangereuse.

Sur le plan politique et social aussi les crises peuvent susciter l'innovation. Les acteurs des Révolutions arabes ont dû inventer des formes de lutte adaptées aux spécificités politiques et culturelles de leur pays. L'utilisation des réseaux sociaux comme moyen pour soutenir les aspirations démocratiques a contribué à



faire émerger un nouveau cadre de justice et de démocratie. En France on peut prendre comme exemple l'émergence des nouveaux mouvements sociaux, étudiés par Alain Touraine, pendant la crise des années 80. Ces mouvements relatifs aux sans emplois, aux sans abus, aux sans papiers, auxquels on peut rajouter les mouvements étudiants et lycéens et les mouvements des jeunes de banlieues, se détachent des formes traditionnelles de contestation. Tout en conservant certaines pratiques, ils ont cherché à innover dans leurs actions et modes de revendications, souvent sur fond de non violence. Ces crises contribuent donc à faire évoluer les pratiques et à redéfinir la place des individus et des collectifs au sein de l'espace public. La notion de progrès est empreinte de subjectivité pour autant tout ce qui contribue à une réappropriation du politique semble aller dans le bon sens.

Toute crise politique, économique ou sociale a ses vertus pour autant celles-ci ne sont pas toujours faciles à repérer et sont parfois lentes à se concrétiser. Toujours destructrices (A) les vertus des crises peuvent apparaître minces

et insuffisantes au vu des risques et des pertes (B)

### A/ Les effets destructeurs de la crise.

« Du passé faisons table rase » disent les révolutionnaires. Cela illustre bien ce principe que avant qu'une végétation repousse après un incendie, le constat est un paysage de désolation. Les crises détruisent pour partie les cadres et les normes du passé, elles les tourmentent, les remodelent ; ce qui engendre des pertes de repère, des détresses et des souffrances.

On ne peut effacer le passé, même les révolutions les plus dures et sanglantes n'y sont parvenues. Comme dirait Georges Caragilhem, la repousse est ce qui fait la force du vivant qui cherche toujours à façonner son milieu pour le rendre plus supportable, pour le rendre viable. Mais cette repousse est lente et conduit souvent à exprimer un « plus jamais ça »

Nombre de pays comme la France ont mis du temps à se sortir des séquelles de la seconde guerre mondiale. Bien sûr cette guerre a permis de construire l'Europe mais quelle maigre bénéfice au vu de la destruction et de l'irréparable qui a été commis. A. Harendt a tenté toute sa vie de comprendre ce qui s'est passé et de chercher comment éviter à tout prix qu'une telle guerre se reproduise. C'est la construction européenne, l'après seconde guerre mondiale a aussi connu la période économique la plus faste de l'histoire de l'humanité. Existe-t-il un lien de causalité, peut-être. Ce qui est vrai c'est que les périodes de reconstruction qui succède aux guerres créent des emplois et haussent le niveau de vie.

Plus actuelle, la crise économique et sociale qui a débuté en 2008 continue de détruire des emplois et de créer de l'insécurité sociale. Si nombre de suicides sont liés aux organisations de travail comme chez Renault ou à France Telecom la crise aussi peut passer indirectement des

individus à se donner la mort. Par exemple au États Unis où certaines personnes perdent du jour au lendemain tout ce qu'ils possèdent.

Les crises peuvent donc être destructrices, dès lors les vertus peuvent apparaître trop minces au vu des pertes.

B/ L'individu rationnel n'aime pas la crise.

Bien que toute crise ait ses vertus, la rationalité en finalité, dirait Max Weber, conduit les acteurs sociaux à effectuer des calculs de type coûts/avantages ce qui explique que l'on adopte rarement à une crise. En outre, toute crise comporte un risque et une part d'inconnu, même si elle est provoquée. L'aversion au risque des sociétés contemporaines, qu'exprime Robert Castel dans l'insécurité sociale, nous conduit à redouter les crises politiques, économiques et sociales même lorsqu'elles sont porteuses d'espoir.

Pour exemple, toute personne est traversée d'un paradoxe politique qui fait que l'on veut que les choses changent sans avoir à assumer les contraintes du changement. Les sondages pour les élections présidentielles de 2012 démontrent ce phénomène où l'on désire chez une majeure partie de la population une volonté de changement tout en plébiscitant une certaine continuité. L'ère du temps est au réformisme sans accords. Avec malgré tout cette nuance que la crise actuelle fait émerger des volonté de changement radical partout en Europe avec la montée des extrêmes droites et dans une moindre mesure des gauches radicales.

Pan ailleurs, il existe un décalage entre l'indignation générale, relayée par les sondages et les réalités du mouvement social, qu'il soit traditionnel ou nouveau. Force est de constater une relative faiblesse de participation au mouvement mondial des indignés, notamment en France. La population n'est pas prête à assumer une crise sociale. Malgré des mouvements sociaux récents de portée historique comme par exemple en Angleterre, les vertus d'une crise sociale sur fond de crise

politique ne semblent pas encore suffisant à  
une mobilisation générale, massive et longue  
comme cela a pu exister par le passé comme  
en 1935 et 1936.



Les candidats ne doivent en aucun cas signer leurs compositions.

Depuis la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la stabilité et la consolidation institutionnelle et politique, la croissance économique, la paix et la justice sociale, ont évolué de manière plus ou moins cyclique, avec des différences substantielles selon les pays.

Pour le cas européen et français en particulier, quelques périodes marquantes sont à distinguer. En premier lieu l'après-guerre. Ce moment a été marqué par la reconstitution relativement rapide d'institutions politiques stables — mais dominées par les partis politiques — la IV<sup>ème</sup> République, de l'appareil productif, et par la création de la Sécurité Sociale.

On peut dès lors s'apercevoir que les traumatismes liés aux conflits mondiaux successifs ont largement façonné le mode de fonctionnement du processus de redressement politique, économique et social. Cette idée force de relative "vérité" intrinsèque à toute crise sera disantée dans un premier temps (I). Par suite, les Trente Glorieuses, caractérisées par une croissance économique d'environ 5% par an, ont permis de doubler le niveau de vie des français (rappelons qu'avec environ 1% de croissance, ceteris paribus, il faudrait environ 90% ans pour doubler le niveau de vie). Mais cette période faste économique a connu des crises géopolitiques d'importance : guerre d'Indochine, d'Algérie, de Libye, épisode de la baie des cochons, décolonisation, guerre froide...

On voit bien que les crises politiques éclatent indépendamment d'une baisse économique réplacissante.

Ceci étant, les chocs pétroliers des années 1970 ont été le point de départ de ce qu'il est convenu d'appeler la crise économique.

Ne rien écrire

dans la partie barrée

Pourtant, on peut légitimement s'interroger sur la validité de notre première hypothèse et la remettre en question: en quoi, par exemple, le chômage lié à une crise économique serait-il vertueux, ou encore qu'en est-il des troubles induits par un grave conflit social?

De telle sorte que toute crise ne serait pas vertueuse (II).

Enfin, nous tirons les conclusions de ces analyses pour tenter d'ouvrir d'autres perspectives sur cette question.

### I la crise a ses vertus

Nous allons tenter de discuter successivement trois types de crises: politique (1), économique (2), sociale (3)

#### 1. les crises politiques

Nombreux sont les économistes, sociologues, historiens et (bien sûr!) politologues qui accordent un primat au politique. Tant et si bien que sans stabilité politique et sans cadre institutionnel durable et cohérent, ni l'économie ni la paix et la justice sociale ne peuvent prospérer.

Au surplus, la démocratie serait le système politique qui fonctionnerait le moins bien mal, ce que l'expérience historique tend à confirmer. Mais la démocratie est une condition suffisante mais pas nécessaire à la prospérité.

Et c'est ici qu'apparaît un point de la plus haute importance: un régime non démocratique peut constituer un cadre acceptable à la prospérité, mais, dès lors que les composantes de la société actives ont une carte de pouvoir vont revendiquer une meilleure considération de leur condition, ou, pis, une participation aux prises de décision ou au pouvoir, ce même régime entre en crise,

devoit s'ouvrir à la démocratie ou plutôt en laissant un vide.  
Et la nature a bon sens du vide. La vacance du pouvoir, si elle est avérée  
(comme la récente crise belge ou les pays du printemps arabe) est palliée par la  
société civile (Tunisie) ou les institutions suivantes à la crise (l'armée en Egypte,  
les affaires locales en Belgique).

Mutatis mutandis, les crises politiques, sur la moyenne période, produisent plus de  
démocratie, ce qui peut être interprété comme un gage de vertu.

## 2. Les crises économiques

Kondratieff et d'autres économistes, ont mis en évidence l'existence de cycles économiques.

Ainsi, aux phases de prospérité succèdent des phases de déclin. La croissance est  
le préalable et le soutien de la prospérité, et il est admis que l'économie est  
en récession quand deux périodes de baisse de croissance se suivent.

C'est pourquoi la croissance est l'objet central des politiques économiques.

Toutefois, selon de nombreux travaux, l'économie atteindrait un état stationnaire  
au-delà duquel la croissance serait infinie. R. Solow l'a remarquablement  
démontré, entre autres facteurs, par l'accumulation du capital qui rendait le  
coût du capital par tête et rend donc les points de croissance de plus en plus  
inaccessibles, sous l'hypothèse de rendements décroissants et de progrès technique  
accroissable.

Typiquement, il est plus coûteux de faire croître un produit intérieur brut (PIB)  
proche de 2 000 milliards d'euros (Mds€) qu'un PIB de 1 000 Mds€.

La crise de croissance que connaissent les pays de tradition démocratique et  
industrialisée comme la France serait parfaitement naturelle. De plus, les gouvernements,  
conjoncturalistes et analystes ne débattent plus de 1 ou 2% en plus ou en moins,  
mais plutôt de 0,1%.

Sur cette base, quelle vertu peut donc avoir cette crise de croissance pour les pays  
qui la subissent?

Pour les partisans de la décroissance la vertu réside dans la remise en question  
des excès induits par une production toujours plus effrénée. En effet l'environnement  
ne supporte plus une surexploitation de ces ressources non renouvelables et les  
pollutions liées à l'activité humaine.

Par ailleurs, pour les "croissancistes", cette crise a des vertus puisque — la part de  
croissance étant très coûteuse — la compétitivité est redoublée par l'innovation et les modes  
de production durables sont favorisés. C'est ainsi que la croissance deviendrait  
"verte", "durable", "vertueuse".

### 3. Les crises sociales

Nonobstant les contestations sociales diverses, les habitants de l'Union Européenne et de la France ne sont pas en fuite vers d'autres lieux.

On peut trouver dans la littérature sociologique de nombreuses explications à cela. Pour commencer, la construction des États-Nations, puis de l'Union Européenne, s'est fondée sur le sentiment d'appartenance à une communauté de destin, un socle de valeurs partagées, et l'adhésion à un contrat social avec la paix (intra-système) pour principe cardinal. En filigrane on aperçoit donc le bénéfice des guerres mondiales sur ces aspects.

De proche en proche, la montée de l'individualisme et la remise en cause d'une structure sociale hiérarchisée ont conduit à la guerre générale de mai 1968.

C'est alors dans la crise que se dessine la société future avec une matrice prise en compte des partenaires sociaux et des membres de la société civile.

On peut donc soutenir que les crises ont leurs vertus en servant l'idée selon laquelle la société serait en perpétuelle évolution et tendrait vers le progrès, à la manière du positivisme d'A. Comte. De même, le changement dans les sociétés démocratiques n'a jamais lieu de manière mais à tout le moins à partir d'actions collectives débattues et acceptées si la société est prête à une modification des règles du jeu social.

#### II la crise n'a pas de vertu

Si on remet en cause le postulat selon lequel une crise est porteuse de vertu, quelle serait sa limite ? (1) À partir de quand et sous quelles conditions une crise ne pourrait-elle se voir attribuer des bienfaits ? (2)

##### 1. Inégalités et exclusions

Dans les faits, la comparaison inter-décade des revenus de la population menée par T. Piketty nous apprend que l'écart de richesse s'est considérablement accru depuis les années 1980. Il y a eu une explosion des très hautes rémunérations du décile supérieur, et une stagnation, voire une régression (si on prend en compte certains facteurs comme l'inflation, le coût du logement et autres) des revenus de 80% de la population française.

Du point de vue de la justice sociale, il est compliqué d'encenser un tel état de fait principalement induit par la crise de croissance.



Au surplus, les acclusions sont un phénomène graduel : isolement des personnes âgées, "ghettoisation" de certains ensemble urbains (dans la richesse comme dans la pauvreté), montée du chômage (structurel?). De telle sorte que la crise sociale donne l'impression de s'auto-entretenir, l'ascenseur social serait en panne. La crise du "modèle" social français ne produirait ainsi que des gains à sommes négatives dont l'expression la plus flagrante sont les déficits récurrents des comptes publics.

## 2. Inefficacité redistributive et dette

L'allocation des ressources apparaît donc inefficace du point de vue économique et social. La crise de l'État-Providence a laissé place à la déségulation qui a causé la violation de la crise de la zone euro laisse à penser que ses membres sont tentés par un dévoiement de démocratie au profit d'un surplus de technocratie. L'endettement privé a provoqué une crise financière qui a accentué l'endettement public à un point insoutenable en provoquant une crise monétaire et politique.

On voit bien que les critères de bonne gouvernance et le débat démocratique ont trop longtemps été relégués au second plan au profit d'un appétit pour le risque démenté de la part du système financier, du chantage politique et du dogmatisme économique. On peut se demander de façon légitime si le "consensus de Washington", par exemple, fait consensus auprès des peuples?

M. Lohier et E. Friedberg ont conclu leur ouvrage "L'acton et le système" (1997) en affirmant que la société ventrienne n'existe pas, si tant est que ses membres ne sont pas associés pleinement à la conduite de son changement. Par analogie, les crises de ventu n'existent pas, du moins tant que les acteurs des sociétés démocratiques n'en saisissent l'opportunité pour conduire le changement nécessaire à la résolution de ces crises, et tant que les acteurs des sociétés non-démocratiques ne parviennent pas à faire entrer leurs sociétés dans la stabilité institutionnelle et politique.